



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/13796
14 février 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 1er FEVRIER 1980, ADRESSEE AU PRESIDENT DU
CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU LESOTHO
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Mon gouvernement m'a chargé de vous faire connaître qu'il avait publié la déclaration ci-jointe au sujet de la situation en Rhodésie du Sud.

Le Gouvernement du Lesotho vous serait reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité, au titre de la question concernant la situation en Rhodésie du Sud, dont le Conseil de sécurité est actuellement saisi.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) T. MAKEKA

Annexe

Déclaration faite le 31 janvier 1980 par le Ministre
des affaires étrangères du Royaume du Lesotho au sujet
de la situation en Rhodésie du Sud

Le Lesotho approuve entièrement la convocation du Conseil de sécurité, à la demande de pays africains, pour examiner la situation qui se détériore rapidement en Rhodésie du Sud. Mon gouvernement a accueilli avec satisfaction l'Accord de Lancaster House parce qu'il considérait que, s'il était scrupuleusement appliqué, des élections libres et loyales auraient lieu et qu'elles aboutiraient à la constitution d'un gouvernement internationalement acceptable dans un Zimbabwe indépendant. Mon gouvernement n'hésiterait certes pas à reconnaître un gouvernement ainsi élu.

Nous nous inquiétons, toutefois, de voir le Gouvernement britannique faire preuve, directement et par l'intermédiaire du gouverneur qu'il a nommé, de partialité et de favoritisme envers l'un des partis qui présentent des candidats aux élections. Non seulement le Royaume-Uni a envoyé le gouverneur à Salisbury avant même que l'accord de cessez-le-feu ait été conclu et signé, mais encore il a levé les sanctions contre la Rhodésie unilatéralement, alors qu'en fait les sanctions avaient été imposées par les Nations Unies. En dépit des dispositions claires de l'Accord, qui prévoient que toutes les forces et les troupes auxiliaires seront consignées dans des camps désignés à cet effet, le gouverneur a choisi d'envoyer les forces racistes et sanguinaires de Smith et les auxiliaires de Muzorewa parcourir le pays pour faire appliquer l'accord de cessez-le-feu. Il est déloyal de laisser les forces de Smith et de Muzorewa être à la fois juges et parties. Les forces du Front patriotique sont consignées dans leurs camps de base, et pas une seule fois le gouverneur ne leur a demandé de faire appliquer le cessez-le-feu. Chaque fois qu'il y a de prétendues violations de l'accord de cessez-le-feu, ce sont des membres du Front patriotique qui sont tués, alors qu'on laisse les forces de Smith et de Muzorewa mener leur campagne électorale, intimider la population civile dans les campagnes et s'installer sur les positions qu'occupait auparavant le Front patriotique. Mon gouvernement a été consterné et indigné d'entendre le gouverneur Soames dire que "les auxiliaires font du bon travail qui doit être fait". Comment ces auxiliaires, qui ont assassiné et violé en Rhodésie tant de personnes innocentes, pourraient-ils devenir subitement des agneaux? C'est cette façon ouvertement inégale de traiter les parties en présence qui sape dangereusement les espoirs que nous avons mis dans des élections libres et loyales.

La violation la plus grave de l'Accord, et qui a un relent de racisme des plus odieux, est la présence sur le territoire rhodésien de forces sud-africaines racistes et de mercenaires qui ont été invités à y pénétrer. Au cours des

entretiens de Lancaster House, les Britanniques ont assuré toutes les parties et le monde entier que, dès que le gouverneur aurait pris ses fonctions à Salisbury, ils ne laisseraient pas de forces étrangères, y compris des forces sud-africaines, demeurer en territoire rhodésien. Or, Soames dit maintenant qu'il faut des forces sud-africaines pour garder le pont Beit. On a dit à un certain moment que le contingent sud-africain était peu nombreux. La véritable question, c'est que les Sud-Africains, qu'ils soient deux ou cent, n'avaient et n'ont aucun droit d'être en Rhodésie, ni où que ce soit hors d'Afrique du Sud. Il n'y a pas si longtemps que le Premier Ministre sud-africain a annoncé, au scandale du monde entier, que l'Afrique du Sud se réservait le droit d'intervenir en Rhodésie pour défendre ses propres intérêts.

Cette déclaration très grave, qui est une source de préoccupation et d'anxiété pour le monde entier, en particulier pour les voisins de l'Afrique du Sud, semble avoir eu un effet tout différent sur le Gouvernement britannique, puisqu'il a autorisé des forces sud-africaines à rester sur le territoire rhodésien. Le Gouvernement britannique semble bien indulgent pour l'Afrique du Sud, du moins en ce qui concerne la Rhodésie.

Mme Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni, a déclaré récemment que l'Accord avait créé "une possibilité de mettre fin à l'isolement de l'Afrique du Sud dans les affaires mondiales". Même l'annonce tardive du retrait des forces sud-africaines a dû faire l'objet d'un communiqué conjoint du Royaume-Uni et de l'Afrique du Sud. Cette entente apparente entre les deux pays au sujet de la Rhodésie est totalement inacceptable pour le reste de l'Afrique.

Il ne faut en aucun cas laisser l'Afrique du Sud, par l'intermédiaire de ses forces et de ses mercenaires, intimider la population et s'ingérer dans les affaires rhodésiennes pour influencer sur l'issue des élections. Nous rappelons au Gouvernement britannique que de nombreux pays du Commonwealth ont offert de fournir les forces nécessaires, offres qui ont été déclinées. Dans ces conditions, comment peut-on s'attendre à des élections libres et loyales? Le Lesotho espère que le Conseil de sécurité adoptera une résolution par laquelle il demandera au Royaume-Uni de cesser de violer l'Accord et de l'appliquer scrupuleusement, aussi fidèlement et impartialement que possible, sans ingérence de l'extérieur, particulièrement de l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement britannique a, dans le monde entier, une réputation d'équité et d'impartialité en matière de décolonisation. La présente déclaration devrait être considérée comme un conseil amical et un rappel du fait que nous attendons de la Grande-Bretagne qu'elle soit à la hauteur des nobles idéaux qui sont traditionnellement les siens.

Mon gouvernement est préoccupé aussi par les rumeurs selon lesquelles le gouverneur aurait l'intention de remettre à l'Afrique du Sud les combattants de la liberté sud-africaine qui ont été arrêtés par les régimes de Smith et de Muzorewa. Nous voulons croire que, là encore, la traditionnelle sagesse britannique prévaudra et que le gouverneur libèrera les prisonniers et les autorisera à se rendre dans les pays de leur choix.

